

18 mai 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-américaines, le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, les Français à l'étranger et sur son projet pour la France, à Washington le 18 mai 2012.

Messieurs les Ministres, qui m'avaient accompagné dans ce déplacement,

Monsieur l'Ambassadeurs, qui nous recevez ici,

Monsieur le Consul général,

Mesdames et Messieurs les élus à l'Assemblée des Français à l'étranger,

Mesdames et Messieurs les Présidents d'associations,

Mes chers concitoyens,

C'est mon premier déplacement hors d'Europe depuis que je suis devenu président de la République, c'est-à-dire depuis 3 jours. Ce n'est pas mon premier déplacement hors de France, je vous en demande pardon, parce que j'étais allé en Allemagne le soir même de mon investiture mais comme mon avion avait été victime d'un coup de foudre, je n'avais pas pu rencontrer la communauté française, qui pourtant se pressait près des grilles de la chancellerie pour saluer le nouveau président que j'étais. Mais là, je vous ai fait attendre plus que vous ne l'auriez souhaité vous-même. Je ne parle pas des cinq ans. Je parle des heures d'attente pour beaucoup d'entre vous et votre présence me touche particulièrement.

C'est vrai que ce voyage ici aux Etats-Unis est arrivé très vite, aussitôt élu, investi, j'avais ce rendez-vous du G8 et le sommet de Chicago et j'ai considéré, j'en remercie aussi le président Obama, que nous pouvions saisir cette occasion pour avoir une rencontre entre le président américain et le nouveau chef de l'Etat que je suis. Mais je voulais aussi, j'en remercie l'ambassadeur, que nous puissions avoir un temps d'échange entre nous. Donc, je vais m'adresser à vous pendant plusieurs heures et ensuite j'irai auprès de vous pour entendre vos revendications, vos demandes, vos propositions mais ce que je souhaitais à travers cette rencontre, c'est d'abord souligner l'importance que j'accorde à la relation entre la France et les Etats-Unis.

Nous sommes deux grands pays. Nous avons fait des révolutions à peu près au même moment et l'une a peut-être déclenché l'autre. Nous avons connu de grandes épreuves. Nous avons été alliés dans de grandes circonstances. Nous avons des échanges nombreux. Il y a eu des différends entre nos deux pays avec des moments particulièrement intenses, encore il y a quelques années, à propos de l'intervention en Irak mais chaque fois que, dans les circonstances les plus délicates, dans les moments les plus intenses qu'a pu connaître notre planète, les Etats-Unis et la France ont été toujours ensemble.

Nous partageons des valeurs communes. Nous sommes attachés à la liberté. Nous n'avons pas forcément la même conception de l'esprit d'entreprise mais nous savons bien que nous avons besoin d'une économie prospère si nous voulons distribuer des richesses. Nous avons vocation à parler au nom du monde, certes parfois certains nous contestent ce droit, nous la France. Nous avons toujours vocation parce que nous sommes la France à parler au-delà même de nos frontières. Et c'est ainsi que les Etats-Unis nous reconnaissent aussi comme un pays partenaire, un allié exceptionnel. Parce que les Etats-Unis, par leur puissance, par leur géographie, par leur

histoire, ont aussi vocation à parler au nom du monde. Voilà pourquoi, j'avais à cœur de rencontrer le président Obama.

C'était la première fois parce que j'ai eu quelques difficultés avant les élections à rencontrer un certain nombre des chefs d'Etat et de gouvernement. Et c'était bien normal d'ailleurs, parce que les chefs d'Etat et de gouvernement doivent rencontrer d'abord les chefs d'Etat et de gouvernement et travailler ensemble. C'est ce qui a fait que, aujourd'hui même, j'ai pu avec le président Obama évoquer les grandes questions qui sont celles du monde et de l'Europe. Du monde d'abord, parce nous sommes conscients, les Etats-Unis et la France, que notre planète est encore agitée de multiples menaces, à la fois ce qui se passe en ce moment en Syrie, ce que nous avons à préparer pour la négociation avec l'Iran, pour lui rappeler qu'elle ne peut pas accéder à la technologie nucléaire à des fins militaires. Nous sommes attentifs à ce qui se passe dans la zone Sahel, en Afrique avec les risques d'un terrorisme qui pourrait toucher toute cette partie-là du continent africain. Nous sommes également, et c'est nouveau, avec les Etats-Unis, préoccupés par le réchauffement climatique, par la question de l'énergie. Et nous pourrions, d'ailleurs avec le président Obama, avancer notamment avec la préparation de Rio + 20 et d'autres rendez-vous qui vont nous attendre pour la préservation de la planète.

Et puis, il y a la question de la croissance. Vous savez que, depuis mon élection, j'évoque régulièrement avec nos partenaires européens, mais aussi avec les principales puissances du monde, aussi bien émergentes que les puissances développées comme les Etats-Unis, la nécessité de la croissance, non pas que nous aurions à renoncer à des objectifs de redressement de nos comptes publics, qui sont nécessaires, mais nous ne pourrions les atteindre, avec sûreté et avec aussi efficacité et justice, que s'il y a de la croissance. Donc, c'est la grande question que nous devons évoquer. Nous le ferons au sommet du G8. Nous le ferons pour les conseils européens. Et je veux qu'il y ait une dimension de croissance dans toutes les politiques que nous allons mener aussi bien à l'échelle du continent européen qu'à l'échelle du monde.

J'ai compris que l'administration américaine était ouverte et qu'elle pouvait, d'ailleurs, le démontrer assez rapidement parce qu'elle en a aussi le besoin. D'une certaine façon, la préparation des élections aux Etats-Unis peut nous faciliter la tâche. C'est plus facile de gagner des élections dans une période de reprise économique que dans une période de récession. Voilà pourquoi nous avons aujourd'hui, peut-être, davantage de chance de faire valoir cet objectif de croissance que par le passé. J'ai évoqué aussi - je vous dis tout, il n'y a pas de secret puisque nous sommes des citoyens français intéressés par les affaires du monde, de l'Europe et de la France -- le sommet de Chicago et la question de la présence des troupes françaises en Afghanistan. J'ai pris un engagement, et je le tiendrai, de retrait des troupes combattantes françaises d'Afghanistan à la fin de l'année 2012.

Cette décision est fondée sur le fait que les Afghans peuvent, dans la zone que nous avons sous notre contrôle, se substituer à nous. Cette décision est fondée aussi sur un changement de la mission. Nous resterons dans, ce qu'on appelle l'ISAF, c'est-à-dire l'opération elle-même mais sous des formes différentes et avec un contenu qui ne sera plus le même, de la formation et puis la maintenance du matériel que nous rapatrierons plus tard. Nous aurons donc des discussions avec nos partenaires de l'Otan après-demain et je ferai en sorte de faire prévaloir cette position, c'est-à-dire le respect de nos engagements, ce que j'ai pris au nom de la France devant les Français, et en même temps le respect de nos partenaires et de l'Alliance. Mais j'ai aussi affirmé que nous étions sur des opérations qui peuvent être décidées, notamment pour la Syrie, disponible dans le cadre des Nations unies.

Voilà l'esprit qui nous a animés et je pense que nous engagerons avec le président Obama une coopération et un partenariat qui, je l'espère pour lui et pour nous, durera longtemps.

Mais au-delà de cette grande question diplomatique, de ces grandes affaires économiques, je voulais m'adresser à vous, communauté française ici à Washington, qui fait en sorte que la France puisse rayonner. Je voulais vous exprimer la gratitude de la République française parce que être citoyen français à l'étranger et encore davantage aux Etats-Unis. C'est à la fois un droit mais aussi un devoir. Vous êtes ici, d'une certaine façon, en représentation. Vous défendez les

intérêts de votre entreprise, de votre administration, voire même vos propres intérêts mais vous défendez aussi les intérêts de la France. Et ensuite vous avez à cœur de bien comprendre le pays dans lequel vous vivez. Vous l'aimez et donc vous voulez aussi que le rapprochement entre nos deux pays, France, Etats-Unis, puisse concourir à l'amélioration de la vie ici et chez nous. Je voulais insister sur l'ampleur de la coopération sur le plan scientifique, culturel à laquelle, avec le ministre des Affaires étrangères, j'attache beaucoup de prix.

Nous avons aussi une coopération économique, le ministre des Finances est là, parce que nous avons des intérêts commerciaux que nous devons faire prévaloir. Je rappelle que les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial de la France en dehors de l'Union européenne, à la fois en tant que client et fournisseur. Je sais que vous y êtes pour beaucoup. Je sais qu'il existe ici une communauté d'affaires, d'entrepreneurs qui contribuent à la vitalité de ces relations.

Je remercie aussi l'ambassade, tous les services qui permettent, avec les chambres de commerce, les agences telles que Ubifrance, à ce que nous puissions être les plus compétitifs et que nous puissions vendre davantage de produits.

Vous savez que nous avons un objectif de redressement économique, financier mais également commercial. Nous avons un déficit de notre balance des paiements courants qui n'est pas acceptable. Nous avons des échanges extérieurs déséquilibrés à hauteur de 70 milliards d'euro. Donc, il nous faudra redonner toute sa place, toute sa vigueur au commerce international et le ministre, ici présent, en sera particulièrement chargé.

Nous avons aussi un enjeu d'emploi. Les investissements croisés entre les deux pays, France, Etats-Unis, sont très importantes, près de 600 000 emplois aux Etats-Unis dépendent d'entreprises françaises. L'investissement américain en France permet de soutenir l'activité de 770 000 emplois. Voilà pourquoi nous devons lutter contre tous les effets de la crise et faire cet effort de croissance dont je parle.

La croissance et l'emploi seront les mots d'ordre que je porterai tout au long de ces prochaines semaines. Je voulais insister -- je le disais -- sur les domaines scientifiques et universitaires. Les Etats-Unis ont une recherche scientifique de très haut niveau, mais nous aussi. J'en ferai une priorité de l'action gouvernementale.

Le jour de mon investiture comme président de la République, devenant président de tous les Français, j'ai voulu marquer par un certain nombre de manifestations, de symboles, dirait-on, des grandes orientations pour notre pays. J'ai d'abord évoqué l'école à travers les lois dites Ferry, montrant que nous avons besoin d'une éducation nationale qui puisse être un facteur de réussite, de promotion, d'accomplissement, à la fois de nos destins individuels, ceux de nos enfants mais aussi de notre pays. Ensuite, rendant hommage à Marie Curie, je voulais démontrer que la recherche scientifique qui d'ailleurs se retrouve aussi ici parce que le nom de Marie Curie -- Monsieur l'Ambassadeur me le rappelait -- fait écho dans la population.

Nous voulions qu'il y ait une recherche scientifique de haut niveau. Dans la composition du gouvernement qui a été rendu public mercredi, j'ai fait du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche un ministère de plein exercice et qui sera une priorité de l'action de mon quinquennat.

Visitant l'ambassade, je n'ai pas été dans tous les bureaux. Ce n'était pas une visite d'inspection, pas encore Monsieur l'Ambassadeur, j'ai rencontré un nombre de jeunes très important. Je vous vois ici, vous êtes presque tous jeunes sauf quelques-uns. Il y a donc un enjeu d'échange des diplômés de l'enseignement supérieur, de nos ingénieurs, de nos élèves des grandes écoles. Je veux qu'il y ait ce courant qui demeure et s'amplifie. Tout ce qui pourrait être fait dans la coopération entre nos grandes universités devra être, là encore, encouragé.

J'ai aussi conscience, en venant ici m'adresser à une communauté importante, de rappeler ce que représente les Français dits de l'étranger, deux millions et demi, c'est-à-dire en définitive une très importante partie de la population, qui pour de multiples raisons vivent loin de leur patrie mais en lien permanent avec elle, parfois plus exigeants à son égard, du fait de l'éloignement. Je veux vous dire aussi que dans la composition du gouvernement -- ce n'est pas d'ailleurs une innovation -- il y a une ministre déléguée, Madame Yamina Benguigui, auprès du ministre des Affaires étrangères, qui suivra la question des Français de l'étranger et de la Francophonie. Parce

Affaires étrangères, qui suivra la question des Français de l'étranger et de la francophonie. Parce que la francophonie, c'est aussi un grand enjeu. S'exprimer en français, cela ne veut pas dire qu'on ne connaisse pas l'anglais, s'exprimer en français, défendre la langue. La langue, ce n'est pas la langue de la France, c'est la langue française. C'est très différent. Cette langue, nous l'offrons à tout le monde. C'est souvent pour beaucoup, de ceux qui ne sont pas français, en accédant à notre langue aussi une part de liberté qu'ils retrouvent. Parler français, c'est accéder à notre culture, à nos valeurs et aussi prendre leur part pour ses locuteurs à la pluralité du monde. Nous aurons à cœur de promouvoir la langue française.

Je vais évoquer aussi les questions qui sont souvent posées lorsque je rencontre des Français qui vivent à l'étranger. D'abord l'école et son coût, en même temps la qualité de cet enseignement. Je sais qu'il y a ici les personnels du lycée Rochambeau et même qu'il y a le proviseur. Quand j'ai fait cet hommage à Jules Ferry, je dis les lois Ferry parce que dès que j'ai fait l'hommage à Jules Ferry, on m'a dit : « vous avez vu, il y a aussi une dimension de Ferry le colonisateur ». Donc, j'ai rappelé qu'il y avait, à la fois, ce que peut faire un homme de mieux à la tête de l'Etat, ce que fit Jules Ferry pour la gratuité de l'enseignement public mais aussi ce que parfois une action humaine peut faire de pire, c'est-à-dire une hiérarchie entre les civilisations.

J'ai conscience quand j'ai fait cet hommage à Ferry de rendre hommage à tous les serviteurs de l'école où qu'ils se trouvent et encore davantage lorsqu'ils sont à l'étranger. Ici, à Washington, vous avez un des fleurons de notre réseau scolaire. Mais je sais aussi que, au-delà de l'excellence des résultats, de l'esprit qui est porté, des valeurs que cet établissement a comme mission de promouvoir et qui bénéficie aussi à de nombreux jeunes américains, il y a le coût de l'accès. Le lycée a été rendu gratuit pour certaines classes, quand je dis certaines classes finalement je devrais prendre l'ambiguïté du mot. J'aurai à cœur avec le gouvernement de changer cette méthode. C'est davantage par les bourses qu'il faudra élever le niveau et élargir l'accès que nous permettrons une véritable démocratisation de l'enseignement à l'étranger.

Ici, ai-je besoin de parler du réseau consulaire, il est excellent. Malgré sans doute quelques restrictions budgétaires, il n'y a pas eu de remise en cause de ce service public, mais ce n'est pas le cas partout. Dans beaucoup de pays, il y a eu la disparition d'un certain nombre de consulats. De la même manière qu'il y a eu des remises en cause de la politique culturelle de la France à l'étranger, des instituts culturels qui ont vu leurs moyens réduits. Là encore, malgré les contraintes budgétaires qui sont les nôtres et qui n'ont pas disparu - s'il suffisait de changer de président pour avoir des moyens nouveaux, cela se saurait, une alternance ne permet pas de trouver des moyens supplémentaires, simplement des choix différents. Et ici, il y a toutes les sensibilités politiques et je les respecte, nous avons des contraintes qui pèsent. Mais il y a des choix, des hiérarchies, des priorités et parmi ces priorités la politique culturelle de la France à l'étranger en sera une aussi.

Puisque je parlais élections, vous aurez prochainement à vous prononcer pour la désignation du député de votre circonscription. Je ne suis pas ici en campagne. Ce temps-là est terminé. Je veux simplement vous appeler à une participation élevée parce que, en définitive, cette réforme, elle a été faite pour que, en plus de sénateurs de Français à l'étranger, il y ait des représentants directs des Français à l'étranger à l'Assemblée nationale. Onze circonscriptions ont été créées. Vous êtes maintenant en devoir de vous saisir de cette consultation pour désigner des représentants qui seront les vôtres et qui seront respectés pour défendre vos droits même si ce sont des députés de la République et qui auront à voter les lois de la République, pas simplement être vos représentants, être des législateurs.

Je voulais vous appeler à votre devoir civique.

Je veux terminer en vous disant, au-delà du plaisir qui est le mien de cette rencontre et votre présence nombreuse est un signe d'encouragement, de ce que doit être notre relation. Je suis président de la République, président de tous les français où qu'ils soient, où qu'ils se situent, quel que soit leur sensibilité, leur parcours, leur origine, leur couleur de peau. Je voulais que vous soyez pleinement conscients que, Français de l'étranger, vous êtes des Français à part entière, pleinement considérés.

Vous devez prendre votre part au redressement de notre pays. Quand je dis redressement de

notre pays, n'ayez pas d'inquiétude. Tout de suite, on me dit : « vous parlez d'impôts ? ». Où allez-vous chercher tout ça ? Non, je dis la contribution de chacun sera appelé où que vous situez mais il n'y a pas là de mauvaises nouvelles à attendre. Je ne vais pas aller chercher les exilés fiscaux ici à Washington. Il ne s'agit pas de cela. Je ne vais pas non plus laisser penser que tout expatrié serait simplement motivé par le souci de ne payer d'impôts. Non, je parlais du redressement économique, du redressement commercial, du redressement moral, culturel, du redressement de notre pays parce que nous sommes fiers d'être français. Donc nous sommes conscients de ce que nous avons à relever comme enjeux et donc vous allez y participer pleinement par vos activités, par votre métier, par vos études, par vos recherches, par votre présence ici parce que, être aux Etats-Unis forcément, ça permet d'avoir des projets beaucoup plus élevés, encore plus grands.

Je voulais vous appeler à cet effort-là. Je voulais vous dire aussi que nous aurons à réorienter l'Europe. Ce sera sûrement difficile. Parce que ce qui est toujours très douloureux pour un européen, je suis européen, c'est que nous puissions donner l'image d'un continent malade et sur lequel les plus grands du monde viennent se pencher. Parce que, quand on va dans une réunion internationale -- je me souviens du G20 à Cannes, là le G8 va se tenir à Camp David -- et de quoi va-t-on parler des sujets de la planète, je les ai évoqué, ils le seront. On va parler de l'Europe et on va parler en quels termes. En parlant de la crise, une nouvelle fois de la zone euro, en parlant de la Grèce qui peut faire éclater la zone euro elle-même et peut avoir des conséquences ici. Je voudrais que lorsque l'Europe vient à un conseil international, quel que soit le sommet, ce soit pour exprimer sa position, sa force, sa puissance et que nous ne soyons pas en train de courber la tête, d'autant que quand nous regardons les chiffres même dans cette situation, l'Europe est la première puissance économique du monde.

Nous ne sommes pas qu'un vieux continent, nous sommes un continent jeune, et notamment la France, avec un dynamisme, avec une invention, avec une qualité de recherche de production. Voilà pourquoi nous devons réorienter l'Europe.

Puis enfin, nous devons mettre de la justice, ce n'est pas facile de mettre de la justice parce que chacun veut de la justice sauf lorsqu'il est lui-même concerné. Nous connaissons bien ces questions de solidarité et de partage, alors pour que nous puissions être le plus juste possible, il faut être le plus capable de créer de la richesse. Tout se tient.

Merci de le comprendre, merci de participer à cette grande affaire qui va être la nôtre, le redressement de notre pays. Je voulais donc terminer mon propos pour vous dire que vous avez votre part : tous les agents des institutions internationales, il y en a ici quelques-uns, les salariés des entreprises, les diplomates, les enseignants, les militaires, tous, et même les inactifs, il y en a partout et ils ont bien le droit, retraités qui vivent ici, médecins qui ne sont pas inactifs. Alors je ne vais pas citer toutes les professions.

Mais voilà, nous sommes concernés par le rayonnement de notre pays. Puisque nous sommes tous fiers et heureux d'être citoyens français, nous devons prendre tous notre part et notamment au sommet de l'Etat à ce qui va permettre à notre pays de se faire respecter et de pouvoir aussi, parce que c'est son devoir, parce que c'est sa mission influencer le reste du monde.

Merci à tous, merci d'être venu.

Vive les Etats-Unis dans lesquels vous vivez.

Vive la France et vive la République.